

**SEMINAIRE DE PRESENTATION DES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES
DE L'ETUDE :**

"LA QUESTION DE L'EAU AU MAROC SELON L'APPROCHE NEXUS"

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

RABAT, MERCREDI 8 JANVIER 2020



Mesdames et Messieurs,

Il m'est agréable de vous accueillir, aujourd'hui, à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), à l'occasion de ce séminaire consacré à la présentation et à la discussion des conclusions préliminaires de l'étude relative à la question de l'eau au niveau national selon l'approche Nexus "*Agriculture-Eau-Energie-Ecosystèmes*".

Les Orientations Royales ont toujours mis en évidence la centralité de la question de l'eau et la nécessité d'œuvrer activement pour valoriser et préserver cette ressource vitale. Sa Majesté Le Roi Mohammed VI avait clairement souligné, dans le Discours du Trône du 30 Juillet 2000, que "*La rareté des ressources en eau demeure la première des priorités en matière de développement rural et agricole ...*" et que "*... il convient ... de mettre au point une conception moderne de la politique des barrages, de mobiliser de nouvelles ressources dans ce domaine, d'appliquer rigoureusement les dispositions de la loi sur l'eau, d'asseoir les bases d'une culture de l'eau auprès de l'ensemble de Nos fidèles sujets consistant à considérer l'eau comme une matière vitale et une ressource qu'il faut préserver ...*".

En outre, dans le Discours du Trône du 29 juillet 2018, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI avait affirmé que "*... l'eau joue un rôle clé dans la dynamique de développement et dans la préservation de la stabilité ...*" et avait relevé que "*le Plan national de l'Eau doit apporter des remèdes aux problématiques de gestion des ressources en eau, au cours des trente prochaines années.*"

L'objectif recherché par l'IRES, à travers la réalisation de cette étude, est de contribuer à la réflexion sur cette question cruciale, à un moment où le Maroc est en train d'élaborer son modèle de développement.

La question de la sécurité hydrique figure parmi les thématiques sur lesquelles l'IRES a travaillé depuis sa création, dans le cadre de son programme d'études sur le changement climatique et le développement durable. L'IRES a réalisé, à ce titre, plusieurs études et organisé des rencontres, auxquelles ont contribué des experts nationaux et internationaux.

Parmi les études menées, deux méritent d'être rappelées : l'une s'interrogeant sur la prise en considération de la donne du changement climatique dans la stratégie nationale de l'eau et l'autre se proposant d'évaluer l'impact du changement climatique au niveau du bassin hydrographique du Sebou.

Récemment, l'IRES a organisé une séance de brainstorming consacrée à l'examen de la question de l'eau au Maroc qui a, notamment, mis en relief l'importance d'une gestion rationnelle et durable des ressources hydriques, d'une coordination renforcée entre les politiques sectorielles et du développement de la connaissance de la question de l'eau, en implémentant un système d'information fiable et en mettant en place des dispositifs de contrôle.

Mesdames et Messieurs,

La question de l'eau préoccupe la communauté internationale à plusieurs égards. L'un des 17 objectifs du développement durable des Nations Unies vise à *"améliorer la qualité de l'eau et à accroître le recyclage et la réutilisation en toute sécurité"*. Dans sa soixante et onzième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une résolution en faveur d'une nouvelle décennie internationale d'action (2018-2028) : *"L'eau au service du développement durable"*.

Les disponibilités en eau sont menacées par les perturbations engendrées par le changement climatique. Celui-ci vient aggraver une situation déjà précaire marquée par un accroissement de la demande sous l'effet de l'explosion démographique, la persistance de comportements non rationnels en matière d'usage de cette ressource, sans oublier la pollution qui affecte les nappes phréatiques.

Le Maroc est fortement concerné par cette problématique. Il souffre naturellement d'une faible dotation en apports hydriques. Le capital eau par habitant et par an a chuté de 4.074 m³ en 1950 à 600 m³ en 2018. En outre, le coût de la dégradation de l'eau, au Maroc, représente 36% du coût total de la dégradation de l'environnement¹.

Les trajectoires actuelles de demande et d'utilisation des ressources hydriques, énergétiques et alimentaires risquent de compromettre la durabilité de l'environnement et, par conséquent, le bien-être de la population.

¹ Calcul IRES à partir des données issues du rapport du Ministère délégué auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement et de la Banque Mondiale, intitulé : "Le coût de la dégradation de l'environnement au Maroc". Janvier 2017.

Déjà, aujourd'hui, l'utilisation intensive en période de sécheresse des eaux souterraines, réserve stratégique, a conduit à une baisse continue des niveaux piézométriques de plusieurs nappes phréatiques. Dans la quasi-totalité du pays, le niveau des aquifères a atteint des valeurs alarmantes et la qualité de l'eau se situe à la limite inférieure de la norme internationale.

Du fait de la tendance à la hausse de la demande en eau pour les besoins domestiques, agricoles, industriels et touristiques, la pénurie en eau pourrait s'accroître à l'avenir et les ressources en eaux souterraines seraient de plus en plus sollicitées. La ressource hydrique par habitant et par an pourrait se situer bien en deçà de 500 m³ à l'horizon 2030.

Face à l'ampleur des menaces systémiques qui pèsent sur la durabilité des ressources hydriques et sur la trajectoire de développement du Royaume, il devient primordial de placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques, en repensant la stratégie de l'eau, selon un horizon temporel lointain et en la mettant en cohérence avec les stratégies sectorielles. Cela supposerait, aussi de garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau, à travers, entre autres, la réduction substantielle des pertes en eau et la mobilisation des ressources en eau non conventionnelles.

Une vision globale et de long terme pour l'adaptation des politiques publiques sectorielles à la situation hydrique du pays s'avère nécessaire. A cet effet, la bonne compréhension des interconnexions entre les secteurs de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie et des écosystèmes, l'appropriation collective des enjeux liés à l'eau et le renforcement de la coordination entre les acteurs s'avèrent indispensables.

C'est dans ce sens que l'IRES a jugé opportun, dans son étude, de recourir à l'approche NEXUS pour l'examen de la question de l'eau au Maroc dans la mesure où elle constitue un moyen permettant d'optimiser les décisions d'allocation de ressources. Ce choix n'est pas fortuit. Bien au contraire, il est corroboré par le fait qu'il s'agit d'une approche qui reconnaît que toute solution à un problème, tel que la sécurité de l'eau, doit également prendre en compte les effets sur la sécurité alimentaire et énergétique et le rôle des écosystèmes dans le cycle de l'eau.

L'approche NEXUS, conjuguée à la démarche prospective, offre des possibilités en termes d'élargissement de l'horizon de réflexion et de décodage de la complexité des interdépendances entre les différents secteurs inhérents à la question de l'eau. Elle est seule à permettre de construire un futur souhaitable raisonné de nature à faire face aux risques encourus, de saisir les opportunités et d'anticiper les ruptures qui se profilent.

Mesdames et Messieurs,

L'étude de l'IRES sur la question de l'eau, dont les conclusions préliminaires vous seront présentées, tente de proposer des réponses aux défis liés à la gestion rationnelle des ressources hydriques nationales. Concrètement, cette étude a pour objectifs :

- de réaliser une cartographie de l'état des ressources naturelles (eau, énergie, agriculture, écosystèmes) ;
- de mettre en exergue l'état actuel et les pressions sur les systèmes de ressources naturelles dans le contexte du changement climatique ;
- d'examiner les interactions entre l'eau, l'énergie, les systèmes alimentaires (agriculture) et les écosystèmes ;
- d'analyser le degré de coordination et de cohérence des politiques ainsi que le degré de réglementation des utilisations des ressources naturelles ;
- de formuler des propositions et des leviers d'action à même d'apporter des réponses de fond à la question de l'eau dans le pays.

Mesdames et Messieurs,

Ce sont-là quelques propos introductifs aux travaux de cette rencontre. Je suis persuadé que l'échange fructueux entre les différents acteurs et experts ci-présents nous permettra de sortir avec des idées innovantes à même d'enrichir le rapport final de cette étude stratégique.